

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 22 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCAPNOR**

ZAE - Chemin du Bac des Aubins  
95820 Bruyères-Sur-Oise

Références : 2025 – UD - 618  
Code AIOT : 0006505558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 25/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objectif de :

- Faire le point sur l'avancée des travaux d'extension et échanger sur les éléments du porter-à-connaissance de 2025 en cours d'instruction qui conduira à un arrêté préfectoral complémentaire ;
- Conduire l'action nationale « Premiers prélèvements environnementaux » ;
- Vérifier la remise en conformité liée à une précédente inspection (respect des seuils) ;
- Vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/07/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique destinée à la réception et l'envoi des produits vendus dans les magasins.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Action nationale Prélèvements environnementaux

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Biodiversité

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 15/10/2024, article Annexe à l'article R.511-9	Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende, Suspension, Observation	3 mois
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2	Mise en demeure, respect de prescription, Observation	2 mois
4	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Stratégie de prélèvement et personnels d'intervention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Mise en demeure, respect de prescription, Observation	3 mois
9	Modification de l'espace boisé et du site	AP de Mise en Demeure du 27/07/2023, article 2	Astreinte, Consignation, Mesures conservatoires	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Observation
5	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	/	Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a constaté lors de cette visite inopinée **8 non-conformités**.

Considérant les manquements à la réglementation ICPE et les dangers pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-7-I du code de l'environnement, d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de dix mille euros (10 000 €).

De plus, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-7-I du code de l'environnement :

- d'ordonner la suspension des activités de stockage non autorisées et non enregistrées dépassant le seuil de la déclaration fixé à :
  - 100 kg pour la rubrique n°4710 ;
  - 30 kg pour la rubrique n°4220 ;

Enfin, il est proposé en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation sur les points suivants :

- au titre des rubriques 4220 et 4710 de la nomenclature des installations classées ;
- l'état de stocks ;
- le plan de défense incendie ;
- la stratégie de prélèvements environnementaux ;
- l'étude de dangers à jour, mentionnant les informations relatives aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important.

L'Inspection des installations classées a constaté notamment le non-respect de la mise en demeure du 27 juillet 2023 relatif en lien avec la modification de son site.

Considérant que l'exploitant poursuit l'exploitation de son installation sans avoir obtenu la dérogation espèces protégées conforme aux dispositions des articles R.411-6 à R.411-14 du code de l'environnement, en dépit de l'article L.171-7 du code de l'environnement. De plus, l'exploitant n'a pas transmis de dossier de demande de dérogation espèce protégée dans le temps imparti de douze mois laissé à l'exploitant pour régulariser sa situation administrative par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023.

Il est proposé à Monsieur Le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, d'édicter la mesure conservatoire suivante :

- transmettre la stratégie et le planning prévisionnel de mise en place des mesures de compensation ;
- transmettre les précisions des mesures de réduction de type R.220 et des mesures d'accompagnement des mesures A3a3 et A3a2

Afin de garantir la complète exécution de cette mesure conservatoire, il est proposé à Monsieur Le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-7-I-1° du code de l'environnement, d'ordonner le paiement d'une astreinte administrative d'un montant de cinquante euros (50 €) par jour pendant les 60 premiers jours, puis rehaussée à cent euros (100 €) par jour.

L'exploitant n'a pas déféré, dans le temps imparti de douze mois, aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023. De ce fait, il est proposé à Monsieur Le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8-II-1° du code de l'environnement, d'obliger l'exploitant à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant le 31 mars 2026 du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser, à savoir 113 828 euros.

## 2-4) Fiches de constat

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Annexe à l'article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <hr/> Article 1.2.1 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 21/02/2017  <p style="text-align: center;"><u>Tableau de classement permettant de visualiser et comparer le classement de l'arrêté préfectoral complémentaire en vigueur et celui à venir suite au porter-à-connaissance de 2025 :</u></p>

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	ARRETE PREFECTORAL en VIGUEUR (21/02/2017)			ARRETE PREFECTORAL A VENIR, suite au PAC 2023 et 2025		
			Régime	Nature et Volume		Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
1510-2	a	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :  2 Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :  a) Supérieur ou égal à 900 000 m <sup>3</sup>	A	Volume total des cellules : 922 439 m <sup>3</sup>  Quantité maximale : 34 227 t		Volume total site : 1 530 103 m <sup>3</sup>  Quantité maximale site : 66 814 tonnes	1 530 103 m <sup>3</sup>	A
2910-A	2	Combustion[...]  A - Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], du fioul domestique [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	DC	Deux chaudières d'une puissance thermique unitaire de 1 400 kW  Puissance thermique totale : 2,8 MW		2 groupes électrogènes d'une puissance thermique de 1,8 MW installés en cellule 6 - bâtiment 2  Puissance totale : 1,8 MW	1,8 MW	DC

4755-2	b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.  2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :  b) Supérieure ou égale à 50 m³	DC	Quantité totale : 340 m³		Quantité totale : 340 m³	340 m³	DC
4741	2	Mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :  2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t	-	-		Quantité maximale stockée : 33 tonnes	33 t	DC
4510	2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :  2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	NC	Quantité maximale stockée : 10,85 t		Quantité maximale stockée : 74 tonnes	74 t	DC
4801	2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant  2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	NC	Quantité maximale stockée : < 50 t		Quantité maximale stockée : 200 tonnes	200 t	D
2925	1	Accumulateurs électriques (Ateliers de charge d')  1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	D	Puissance maximale : 456 kW		Ateliers de charge (batteries au plomb)  Puissance maximale de courant continu sur le site : 143 kW	143 kW	D
2925	2	Accumulateurs électriques (Ateliers de charge d')  2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public	-	-		Ateliers de charge (de batteries au lithium + 3 bornes de recharge véhicules)  Puissance maximale de courant continu sur le site : 673 KW	673 kW	D

1532-2	b	Bois ou matériaux combustibles analogues [...]  2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :  b) supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	D	3 zones de stockage extérieur de palettes pour un volume total maximal de 7 300 m³		1 zone de stockage de palettes sous l'avent pour un volume total maximal de 5 000 m³	5 000 m³	D
1450	2	Stockage ou emploi de solides inflammables  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  2. Supérieure à 50 kg mais inférieure à 1 t	D	Quantité maximale stockée : 950 kg		Quantité maximale stockée = 950 kg  (commande en flux poussés pour garantir le respect de la quantité maximale)	950 kg	D
1185-2	a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.  a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	DC	Quantité stockée : 6,927 t		Quantité stockée : 295 kg	295 kg	NC
1435	-	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.  Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur ou égal à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total	NC	Volume annuel de gasoil : 30 m³		Volume annuel de gasoil distribué par la pompe de distribution de carburant : 59 m³	59 m³	NC
1511	2	Entrepôts exclusivement frigorifiques  Le volume susceptible d'être stocké étant :  2. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³	DC	Cellule 2 : 10 662 m³ Cellule 3 : 7 992 m³ Cellule 4 : 6 336 m³ Cellule 5 : 9 700 m³  Volume total : 34 690 m³		3 cellules frigorifiques : 2 cellules en frais (D et E), 1 cellule en négative (F)  Capacité de stockage : 24 236 m³	24 236 m³	NC

1530		Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis . Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>				Stockage de balles en carton sous l'auvent. Volume maximal autorisé susceptible d'être stocké : 610 m <sup>3</sup>	610 m <sup>3</sup>	NC
1630	-	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique ; le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égal à 100 t	NC	Quantité maximale stockée : 5,35 t		Quantité totale susceptible d'être présente : inférieur ou égal à 100 tonnes	≤ 100 t	NC
2663	2	Stockages de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. 2. Dans les autres cas [qu'alvéolaire ou expansé] et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké dans l'installation étant inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	-	-		Stockage de palettes et de bacs en plastique pour réemploi à l'extérieur du auvent et de balles en plastiques sous l'auvent. Volume maximal susceptible d'être stocké : 810 m <sup>3</sup>	810 m <sup>3</sup>	NC
2714	-	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	-	-		Le site récupère des balles de plastiques et de déchets cartonnés en provenance de magasins LECLERC. Volume maximal susceptible d'être présent : 99 m <sup>3</sup>	99 m <sup>3</sup>	NC
4320	-	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 t	NC	Quantité maximale stockée : 7,6 t		Quantité maximale stockée : 0,5 tonne	0,5 t	NC
4321	-	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 t	-	-		Quantité maximale stockée : 0,5 tonne	0,5 t	NC



4331	-	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines étant inférieur à 50 t	-	-		Quantité maximale stockée : 40 tonnes	40 t	NC
4440	-	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	-	-		Quantité maximale stockée : 1,8 tonne	1,8 t	NC
4511	-	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	NC	Quantité maximale stockée : 2,72 t		Quantité maximale stockée : 14 tonnes	14 t	NC
4734	2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  2. Pour les autres stockages (autres que cavités souterraines et stockages enterrés)  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	NC	- 2 cuves de gasoil double paroi enterrées de 50 m³ - quantité maximale de liquides inflammables dans les cellules dédiées et quantité maximale de liquides inflammables contenue dans les aérosols.  Quantité totale : 24 t		Quantité présente de fioul (densité : 0,85) : - 1 cuve aérienne de 21 m³ - 3 réservoirs pour des groupes électrogènes (500 l, 500 l et 1500 l)  + Quantité maximale de pétrole rampant stockée : 29 tonnes  Soit une quantité maximale stockée : 49 tonnes	49 t	NC
4735	2	Ammoniac.  2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 150 kg	NC	2 cuves de 42 kg soit 84 kg pour l'alimentation des groupes froids		2 cuves de 42 kg pour alimenter les groupes froids pour la cellule C (anciennement 4 et 5)  Quantité maximale stockée : 84 kg (L'installation ne servira plus à refroidir les cellules 2, 3, 4 et 5, mais uniquement la cellule C	84 kg	NC

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumise au contrôle périodique)

## Constats :

En 2022, l'exploitant avait fait les démarches auprès des services de l'inspection des installations classées pour l'informer d'un projet d'extension de la surface d'entrepôt logistique. Il avait alors soumis un premier porter-à-connaissance reçu le 8 septembre 2022. Celui-ci avait conduit à une dispense d'autorisation environnementale en octobre 2022. Les travaux préparatoires ont démarré en février 2023, et les constructions en juillet 2023. Alors que l'inspection avait transmis le projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire (**APC**) pour relecture à l'exploitant le 01/08/2023, ce dernier avait fait part de quelques modifications « mineures » qu'il souhaitait apporter à l'extension ; la quantité stockée, la surface d'entrepôt et les régimes des rubriques n'étant que peu modifiés. Suites à des échanges avec l'inspection, il avait alors été décidé d'attendre l'instruction du second porter-à-connaissance modificatif pour obtenir l'APC adapté aux dernières modifications. Le porter-à-connaissance a été reçu en février 2025. Le tableau de classement des rubriques ICPE ci-dessus permet de visualiser les évolutions à venir (APC en vigueur du 21/02/2017 et APC à venir ). L'inspection a permis de faire le point sur l'avancée des travaux, le porter-à-connaissance et les demandes de compléments en question.

Lors de la visite, le dernier **état de stocks** (voir le point de contrôle n°2) a été demandé à l'exploitant. Celui-ci est daté du 14/10/2025 L'inspection a constaté que plusieurs rubriques n'apparaissent pas dans le tableau de classement ci-dessus (issu du porter-à-connaissance (PAC) en cours d'instruction) : En effet, l'exploitant indique stocker sur site :

- une quantité de **3,6 tonnes de chlore** (rubrique 1138, supprimée depuis 2015). En l'absence de précisions sur la nature de ce stockage, l'inspection considère qu'il relève de la rubrique 4710 pour un seuil d'autorisation de 500 kg.
- une quantité de **200 kg de produits explosifs** (rubrique 4220), pour un seuil d'enregistrement de 100 kg,

**L'exploitant stocke des produits au-delà du seuil de l'autorisation et de l'enregistrement, sans détenir l'autorisation ou l'enregistrement préalable.**

**Non-conformité n°1 : L'exploitant stocke plus de 500 kg de chlore, sans être autorisé au titre de la rubrique 4710 contrairement à la nomenclature des ICPE annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement.**

**Non-conformité n°2 : L'exploitant stocke plus de 100 kg d'explosifs, sans être enregistré au titre de la rubrique 4220 contrairement à la nomenclature des ICPE annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement.**

Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de régulariser sa situation :

- en déposant un dossier de régularisation au titre des rubriques 4220 et 4710 de la nomenclature des installations classées ;
- ou bien, en diminuant ces stockages afin de revenir en-dessous des seuils de la déclaration.

De plus, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-7-I du code de l'environnement :

- d'ordonner la suspension des activités de stockage non autorisées et non enregistrées dépassant le seuil de la déclaration fixé à :
  - 100 kg pour la rubrique n°4710 ;
  - 30 kg pour la rubrique n°4220.

Aussi, considérant les manquements à la réglementation ICPE et les dangers pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-7-I du code de l'environnement, d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de dix mille euros (10 000 €).

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que l'ensemble des bâtiments ont été construits. L'exploitant indiquant bénéficier de la garantie de parfait achèvement, il précise que la réception des réserves aura lieu probablement vers avril 2026. Aussi, certains DOE n'ont pas encore été reçues par l'exploitant.

**Observation :** L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'être prévenue lorsque l'ensemble des réserves seront levées afin d'organiser une inspection de mise en service. Les documents relatifs aux ouvrages exécutés seront à fournir.

**Observation générale :**

Malgré la qualité du porter-à-connaissance, l'inspection a constaté de nombreux écarts entre les rubriques mentionnées dans le porter-à-connaissance et celles présentées dans l'état de stocks. L'inspection rappelle l'importance dans un tel dossier de n'omettre aucune rubrique, même les non-classées :

- toutes les rubriques 4XXX peuvent avoir des conséquences sur le statut SEVESO, par application de la règle de sommation définie à l'article R. 511-11 du code de l'environnement ;
- l'exploitant déclare stocker 24 tonnes de liquide combustibles (1436) dans son état de stocks mais la rubrique n'a pas été identifiée dans les rubriques non-classées du PAC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende, Suspension

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat de stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son dernier état des stocks qui fait apparaître plusieurs colonnes (rubrique, seuil arrêté, zones de stockages et total stocké). Celui-ci fait mention de quinze rubriques. L'inspection constate plusieurs incohérences entre le tableau de classement et l'état des stocks (<i>voir notamment les points de contrôle n°1 et 3</i>).</p> <p>Au-delà des rubriques évoquées au point de contrôle n°1 et 3, l'inspection constate qu'il est fait mention de plusieurs rubriques qui semblent incompatibles avec l'activité de stockage de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la rubrique 2345 correspond à l'utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles, non présente sur le site ;</li><li>- de la même façon, la rubrique 2564, correspondant à une activité de nettoyage, dégraissage, qui n'est pas une activité présente sur le site.</li></ul> <p>En interrogeant l'exploitant sur ce tableau de stock, celui-ci indique ne pas savoir exactement à quoi correspondent les rubriques ou à quels produits elles se réfèrent, évoquant deux raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le gestionnaire de l'état de stockage ne fait plus partie de l'effectif de SCAPNOR depuis quelques semaines ;</li><li>- les caractéristiques des marchandises dont les rubriques ICPE associées, sont renseignées par les fournisseurs. Ces renseignements, issus de bases de données produits nationales (du groupe Leclerc) qui permettent, une fois le produit scanné, de renseigner les rubriques ICPE du tableau.</li></ul> <p>L'exploitant ajoute qu'il fait remonter l'information pour que ces derniers fassent le nécessaire pour renseigner les données correctement, sachant que la société gère plus de 14 000 produits, et précise que toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits sont présentes.</p>

L'inspection note qu'un travail a été fourni de la part de l'exploitant pour être en capacité de fournir un état des stocks journalier pour les services de secours, qui fait également apparaître un plan et le taux de remplissage des différents entrepôts. Mais cet état de stocks ne reflète pas la réalité des produits stockés en termes de rubriques ICPE.

L'inspection rappelle que c'est à l'exploitant de s'assurer que les données relatives aux stockages sont cohérentes avec ses rubriques ICPE, et justes (stock réel). L'inspection s'interroge donc sur la pertinence des rubriques qui ont été renseignées dans le porter-à-connaissance, l'exploitant ne semblant pas bien connaître les rubriques et à quels produits stockés celles-ci pourraient correspondre.

Les mentions de dangers associées aux produits stockés concernant les rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE et pouvant conduire à un classement au titre de la directive européenne SEVESO ne figurent pas dans cet état des stocks.

Lors de la visite du site, par sondage, l'inspection a demandé à vérifier les quantités liées à la rubrique n° 1450, c'est-à-dire les solides facilement inflammables. Un agent a imprimé un document relatant leurs quantités et emplacements. Cette rubrique correspond à des produits type allume-feux. La somme de l'ensemble des types d'allume-feux constaté sur site correspond bien à l'ordre de grandeur annoncé.

**Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks répondant aux objectifs de l'article précité.**

**Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 2 mois, d'établir un état de stocks répondant aux objectifs fixés à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.**

**Observation :** Un exemple d'état des stocks validé par l'inspection des installations classées et le SDIS 95 a été transmis à l'exploitant pour information par courrier du 19 décembre 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1 :</b> Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SCAPNOR implantée sur le territoire de la commune de BRUYERES-SUR-OISE – ZAE Chemin du Bac des Aubins, est mise en demeure de respecter, dans un délai d'UN mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.2.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 susvisé :  1°) soit en déposant un dossier de régularisation relatif à l'augmentation de son volume d'activité, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;  2°) soit en limitant la quantité de produits dangereux stockés pour revenir sous les quantités pour lesquelles l'exploitant est autorisé.  <b>Constats :</b>  Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de porter-à-connaissance en février 2025, régularisant notamment les quantités à stocker. L'inspection a demandé à l'exploitant quelques jours avant l'inspection du 15/10 de lui faire parvenir l'état de ses stocks sur 5 jours : du 1 <sup>er</sup> au 5 octobre ; et le jour de l'inspection, l'exploitant a également présenté son dernier état de stocks (du 14 octobre 2025). L'inspection a fait les constats suivants : (pour les seuils, se reporter aux rubriques mentionnées dans le tableau au point de contrôle n°1) - Rubrique n° 1450 : 390 kg pour un seuil à 950 kg. - Rubrique n° 4510 : 41 tonnes pour un seuil à 74 tonnes (DC) - Rubrique n° 4741 : 15 tonnes pour un seuil à 33 tonnes (DC) - Rubrique n° 4511 : 15,66 tonnes pour un seuil à 14 tonnes (NC) Les seuils des rubriques mentionnées dans l'Arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectés. L'exploitant a régularisé sa situation à travers son dossier porté à la connaissance de l'inspection pour les rubriques sus-mentionnées. L'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4/06/2024 a donc été suivi d'effet, ce qui permet de lever la mise en demeure.  En revanche, d'autres rubriques dépassent des seuils à autorisation et enregistrement, sans avoir été autorisées au préalable. <b>Ceci constitue une non-conformité, dont les détails sont évoqués au point de contrôle n°1.</b>  Concernant la rubrique n° 4320 (aérosols), l'exploitant explique qu'il a dû mettre en place un système de messagerie (cross-docking) suite à des dépassements réguliers du seuil, impliquant un « stockage temporaire » au niveau des quais de moins de 48 heures et en quantité limitée (maximum : 500 kg).  <b>Observation :</b> L'inspection encourage l'exploitant à fournir aux services de secours l'emplacement et la quantité approximative de la rubrique n° 4320 lors de la transmission journalière de l'état des stocks.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mise à jour du Plan de défense incendie (PDI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  23. Plan de défense incendie  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...] Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. [...] Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de défense incendie (PDI) dont la dernière version date de 2022. L'exploitant précise qu'il a d'ores et déjà pris contact avec l'APAVE pour être accompagné sur la mise à jour de ce document. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un contrat signé avec l'APAVE en date 30/09/2025 dont l'une des actions est un accompagnement à l'élaboration du PDI. La lecture attentive du contrat indique qu'il s'agit de l'accompagnement lié à la stratégie de prélèvements environnementaux uniquement, et non pour sa mise à jour complète.  <b>Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de défense incendie à jour.</b>  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de fournir un plan de défense incendie à jour conformément à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Réalisation d'exercice PDI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport du dernier exercice PDI. L'exercice a eu lieu le 5 juin 2024. Le scénario retenu était le déclenchement d'un incendie dans le bâtiment HRL2 provoqué par point chaud. Le rapport détaille le déroulé de l'exercice, met en évidence les points forts et les points à améliorer.  Par exemple, l'exploitant a expliqué que des problèmes de communication « téléphoniques » ont été soulignés sur plusieurs compte-rendus de Plan d'Opération Interne (POI). Des tests avec des talkies-walkies ont été mis en œuvre par l'ancien Responsable maintenance. L'inspection rappelle que la communication est un point critique dans une gestion de crise. Concernant le suivi des POI par l'exploitant, ce dernier indique qu'ils ne sont ni valorisés ni intégrés dans des plans d'amélioration continue.  Lors de l'inspection, une alarme a sonné. L'inspection a constaté que l'évacuation n'a été formulée par l'exploitant en salle de réunion qu'après 3 minutes. Aucun personnel n'a été observé au point de rassemblement. L'exploitant a expliqué a posteriori que de nombreuses alarmes se déclenchent à cause de la finalisation des travaux.  Quant au précédent exercice, il date du 22 septembre 2023 et s'est déroulé en présence des pompiers. Le délai des deux ans entre deux exercices POI est donc respecté.  <b>Ce point est conforme.</b>  <b>Observations :</b>  1) Les pistes d'amélioration mentionnées dans le compte-rendu ne font pas l'objet d'un plan d'objectifs à atteindre avec des délais, ou ne sont pas tracées. 2) L'exploitant doit être capable de justifier de la mise en place de formations pour ses employés concernant la conduite à tenir en cas d'accident.  Il est constaté un manque de culture du risque au sein de l'entreprise, qui avait déjà été souligné dans le compte-rendu POI de 2023 par les pompiers. L'inspection suggère de mettre en place un suivi des points d'amélioration et des actions de sensibilisation à la culture du risque auprès de son personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  Comme relevé dans le point de contrôle n°3, le PDI de l'installation n'est pas à jour. Aucune disposition dans le PDI ne mentionne les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Ce point constitue une non-conformité.  Comme évoqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant a contractualisé récemment avec l'APAVE, pour mettre en œuvre la stratégie de prélèvements environnementaux et l'accompagner dans la mise à jour du PDI dans ce sens.  <b>Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, aucune disposition permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux n'est mentionnée dans le plan de défense incendie.</b>  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de fournir un contenu du plan de défense incendie comprenant la stratégie de prélèvements environnementaux, conformément à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers  Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'ayant pas mis en œuvre les dispositions pour mener les premiers prélèvements environnementaux (cf. les points de contrôle n°4 et n°6), aucune information n'a pu être apportée à l'étude de dangers.  <b>Ce point constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n°6 :</b> Contrairement aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant n'est pas capable de justifier des types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important.  Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de justifier les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, conformément à l'article 1.2.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Stratégie de prélèvement et personnels d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li></ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de nous présenter l'ensemble des dispositions nécessaires pour mener les premiers prélèvements environnementaux : les substances recherchées et leurs milieux associés ainsi que les équipements de prélèvement font donc défaut dans le PDI.</p> <p>Le document de contractualisation avec l'organisme APAVE signé le 30/09/2025 mentionne que ce dernier est désigné pour élaborer la stratégie de prélèvements comprenant notamment : une visite de site, une identification et un recensement des substances toxiques/produits de décomposition, une identification des méthodes de prélèvements et d'analyses, etc.</p> <p>Une première visite est prévue selon l'exploitant fin octobre pour une proposition qui pourrait être validée courant 2026.</p> <p>L'APAVE s'est engagé parallèlement à mettre à disposition une équipe d'astreinte, capable d'intervenir sur site dans les quatre heures si un sinistre se produit. Il est désigné comme organisme compétent pour <i>mettre en œuvre les équipements et analyser les prélèvements</i> suivant la stratégie adoptée.</p> <p><b>Bien que la contractualisation soit effective quelques jours avant la visite, rien n'a été démarré alors que la mise en application date de janvier 2022. Ce point constitue une non-conformité.</b></p> <p><b>Non-conformité n°7 : Contrairement aux dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une stratégie des premiers prélèvements environnementaux mise à part l'organisme d'astreinte qui sera apte à la mettre en</b></p>

place.

Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de fournir la stratégie des premiers prélèvements environnementaux, conformément à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

**Observation :** L'inspection note que la formule d'astreinte à partir de 2026 n'a pas été cochée par l'exploitant. L'exploitant veillera à ce que cet engagement soit maintenu dans le temps, dès lors que la stratégie sera élaborée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 9 : Modification de l'espace boisé et du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/07/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dossier de Dérogation Espèces Protégées (DDEP)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 2 :</b> Conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, l'exploitant, est mis en demeure de régulariser sa situation administrative, <b>dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté</b> , en déposant :  1°) soit un dossier de demande de dérogation espèces protégées conforme aux dispositions des articles R. 411-6 à R. 411-14 du Code de l'environnement, doté d'une séquence éviter - réduire - compenser qui garantisse les dispositions du L.163-1 du Code de l'environnement, en particulier dans la mesure où cet article indique que « <b>Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité visent un objectif d'absence de perte nette, voir de gain de biodiversité</b> » ;  2°) soit un projet de remise en état du site.  <b>Constats :</b>  <u><b>DOSSIER : Le diagnostic écologique</b></u> L'étude : <b>Aliséa, « Extension de la plateforme logistique SCAPNOR à Bruyères-sur-Oise, Etude habitats naturels flore et faune, délimitation de zones humides, rapport final, nov. 2024, 159 pages.</b> Elle fait partie du porter-à-connaissance transmis par l'exploitant en février 2025. Elle décrit qu'onze hectares ont été artificialisés. Le bureau d'études propose des hypothèses concernant les habitats perdus :  <b>- environ 2 hectares d'espaces ouverts de type friches denses à hautes herbes et friches prairiales ;</b> <b>- environ 1,5 ha de friches arbustives, fourrés rudéraux et ronciers ;</b> <b>- environ 7,5 ha de milieux boisés de type frênaies/chênaies/bétulaies.</b>  À noter : environ 2,5 ha de ce dernier milieu, le milieu boisé, était repéré à la carte d'alerte végétations du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) : la frênaie fraîche de type <i>Fraxino excelsioris - Quercion roboris</i> - F44 FrQu (figure 36 page 65). Cette dernière semble corroborer l'enveloppe d'alerte Zone humide probable établie par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire (DRIEAT (figure 20 page 43) (voir les deux figures présentées en annexe 1).  Aliséa en reste à ces entités surfaciques de milieux naturels pour décrire l'impact, et conclut p.126 :  <i>« Le projet, non soumis à évaluation environnementale, a été mis en œuvre au cours de l'année 2024, avant la réalisation d'un diagnostic écologique et d'une évaluation des incidences possibles sur la biodiversité. Il apparaît par conséquent impossible d'appliquer pleinement la séquence Éviter, Réduire, Compenser. Sur la base d'une analyse des photos aériennes préalables aux travaux, environ 11 ha de milieux naturels ont été supprimés en phase préparatoire (terrassements). Après aménagements, environ 5 ha d'espaces verts seront créés. Ils ne seront toutefois pas fonctionnels avant plusieurs années. La perte d'habitats naturels est donc estimée à environ 6 ha dans le secteur concerné par une continuité écologique. »</i>  <i>« (...) Plusieurs mesures en faveur de la biodiversité seront mises en œuvre : plan de gestion écologique, création de pierriers/hibernaculums, installations de nichoirs et gîtes, adaptation de la physionomie</i>

*d'un des bassins, aide à la recolonisation végétale, et adaptation de l'éclairage. »*

**Conséquences pour la procédure de mise en demeure :**

**Dans la mesure où le dossier rendu ne constitue pas un dossier de dérogation espèces protégées parachevé, l'exploitant n'a pas respecté les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023. Ceci constitue une non-conformité (n°8) et ne permet pas de lever la mise en demeure.**

Comme indiqué dans le constat de l'inspection des installations classées lors de la visite du 9 mai 2023, et selon l'article L. 110-1 du Code de l'environnement : *Le projet d'extension doit poursuivre un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité, au moyen d'une séquence éviter-réduire-compenser. Elle pourra se fonder sur un état initial potentiel sur la base de la bibliographie, des bases de données naturalistes régionales et d'un relevé faune flore printemps/été dans les espaces buissonnants et arbustifs environnants.*

**AINSI,**

**1.** L'exploitant doit préciser la mesure de réduction (MR) de type R.220 « Gérer de manière écologique et adapter les habitats naturels recréés » qui est esquissée page 118 et 119 de l'étude Aliséa. Pour ces 5 ha d'espaces verts à recréer sur le site, la DRIEAT demande la transmission d'un plan de gestion écologique sur 30 ans, une estimation du coût de la mesure et le plan paysager précis des espaces végétalisés. La gestion des déchets (notamment mentionnés à la page 76 de l'étude Aliséa) sera également pris en compte.

**2.** L'exploitant doit préciser ou fournir également les mesures d'accompagnement (MA) suivantes :  
◦ le plan de gestion de la mesure A3a3 « Adaptation d'un des bassins de la gestion de l'eau » (page 124) ;  
◦ le nombre de nichoirs, le type et les zones d'implantation, en lien avec la mesure A3.a2 (page 122) ;

**3.** Force est de constater qu'il restera un impact résiduel, en particulier en termes d'impact sur des milieux humides de type ripisylves / frênaies, après la mise en œuvre de la MR1.

Et, sur le plan du dimensionnement d'une compensation pour un impact sur des milieux humides, il convient que l'exploitant respecte les dispositions de l'article L. 110-1 du code de l'environnement, à savoir l'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité. *L'étude n'ayant pu prouver l'existence et la délimitation de la zone humide, **considérée comme probable sur le site selon les données de la DRIEAT (cf. annexe 1 - figure 20 de l'étude Aliséa)**, le dossier doit considérer alors l'hypothèse majorante et sa présence avérée. Le bureau d'études proposera la compensation adéquate pour cette zone humide.*

L'inspection des installations classées et le service nature et paysage de la DRIEAT constatent que l'étude diagnostic indique un impact résiduel équivalent à environ deux hectares de milieux humides de type frênaies humides.

L'exploitant doit donc élaborer une mesure de compensation visant ce type de milieux et les cortèges d'espèces associées (dont certaines sont protégées). La précision quant à la surface en question sera calculée par le bureau d'études en respectant les dispositions de l'article L. 110-1 du code de l'environnement.

**Pour mémoire, les garanties d'effectivités d'une mesure de compensation à fournir sont :**

- sa localisation,
- son état initial des habitats naturels et des espèces de flore et de faune,

- les documents et preuves de la maîtrise d'usage des parcelles (ou de la maîtrise foncière),
- l'intention de gestion écologique,
- la faisabilité de cette gestion par un tiers ou en interne, (\*)
- le planning de démarrage et de mise en œuvre de cette compensation,
- la mesure de suivis écologiques associée,
- le coût prévisionnel de la mesure (sur devis ou convention de partenariat).

Dans un premier temps, l'exploitant peut fournir sa stratégie et un planning prévisionnel d'élaboration des mesures sus-mentionnées à établir sur 30 ans.

#### INSPECTION :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les travaux d'extension étaient en cours d'achèvement ; une remise en état n'étant donc pas envisagée. Des espaces verts ont été semés de gazon et des arbres et arbustes ont été plantés. Un certain nombre de ces essences ne paraissent pas en « bonne santé ». Une demande de précision quant à la gestion de ces espaces est mentionnée dans le paragraphe ci-dessus (\*).

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un procès verbal de constat d'huissier, en date du 6 juillet 2022, montrant des photos des parcelles soumises à artificialisation. Ce constat d'huissier reste vague et indique « la présence d'une centaine d'arbres à ramures matures ». **Ce document ne permet pas d'apporter des éléments suffisants permettant de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 27 juillet 2023.**

En revanche, il peut être un outil à mettre à disposition du bureau d'études afin d'être exploité dans le cadre du dossier de dérogation espèces protégées.

L'exploitant pourra également mettre à disposition l'étude d'impact de Bureau Veritas établi lors de la demande d'autorisation d'exploiter en 1997.

**Considérant que l'exploitant poursuit l'exploitation de son installation sans avoir obtenu la dérogation espèces protégées conforme aux dispositions des articles R.411-6 à R.411-14 du code de l'environnement, en dépit de l'article L.171-7 du code de l'environnement. De plus, l'exploitant n'a pas transmis de dossier de demande de dérogation espèce protégée dans le temps imparti de douze mois octroyé pour régulariser sa situation administrative par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023.**

**Par ailleurs, il est proposé à Monsieur Le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, d'édicter la mesure conservatoire suivante :**

- transmettre la stratégie et le planning prévisionnel de mise en place des mesures sus-mentionnées ;
- transmettre les précisions des mesures de réduction de type R.220 et des mesures d'accompagnement des mesures A3a3 « Adaptation d'un des bassins de la gestion de l'eau » et A3a2 « Installation de nichoirs pour l'avifaune et pour les chiroptères après travaux ».

**Afin de garantir la complète exécution de cette mesure conservatoire, il est proposé à Monsieur Le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-7-I-1° du code de l'environnement, d'ordonner le paiement d'une astreinte administrative d'un montant de cinquante euros (50 €) par jour pendant les 60 premiers jours, puis rehaussée à cent euros (100 €) par jour.**

**L'exploitant n'a pas déféré, dans le temps imparti de douze mois, aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023. De ce fait, il est proposé à Monsieur Le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8-II-1° du code de l'environnement, d'obliger l'exploitant à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant le 31 mars 2026 du paiement**

d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser, à savoir cent treize mille huit cent vingt-huit euros (113 828 €).

Ce montant est calculé sur la base de la fourchette basse du devis daté du 28 novembre 2025, sollicité par l'inspection des installations classées auprès du bureau d'études ECOSPHERE, concernant les prestations suivantes :

- l'étude de site(s) de compensation potentiel(s) ;
- les travaux de mises en œuvre des mesures ERC.

À ces prestations, il sera également nécessaire d'ajouter les prestations suivantes :

- la gestion du site sur 30 ans
- le suivi des mesures de compensation du site sur 30 ans comprenant 8 passages par un bureau d'études

Dont le montant total est estimé à trois cent quatre-vingt-un mille huit cent trente-deux euros (381 832) (soit 245 832 € + 136 000 €).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte, Consignation, Mesures conservatoires

**Proposition de délais :** 4 mois



Annexe 1 : Enveloppes d'alerte Végétation identifiées par le CBNBP (figures 36 page 65) et Zones Humides établies par la DRIEAT (figure 20 page 43)

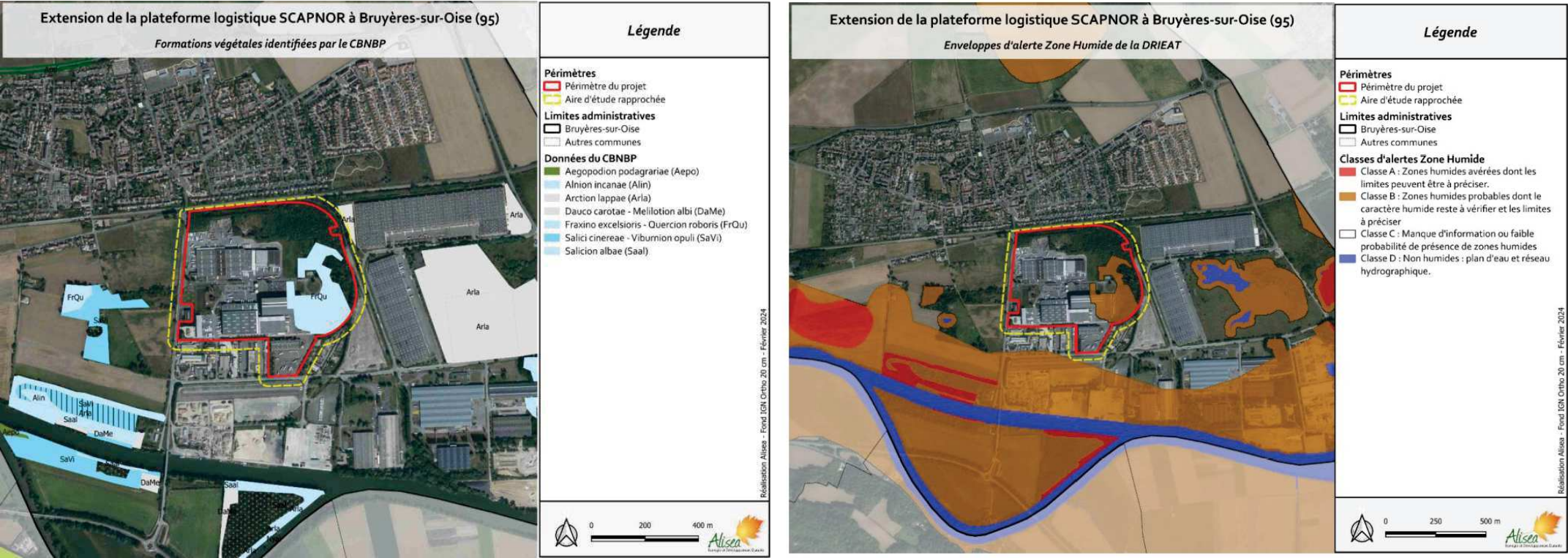


Figure 20 – Enveloppes d'alerte Zone Humide de la DRIEAT (Alisea 2024)

## Annexe 2 : Carte des composantes de la trame verte et bleue (figure 33 page 61)

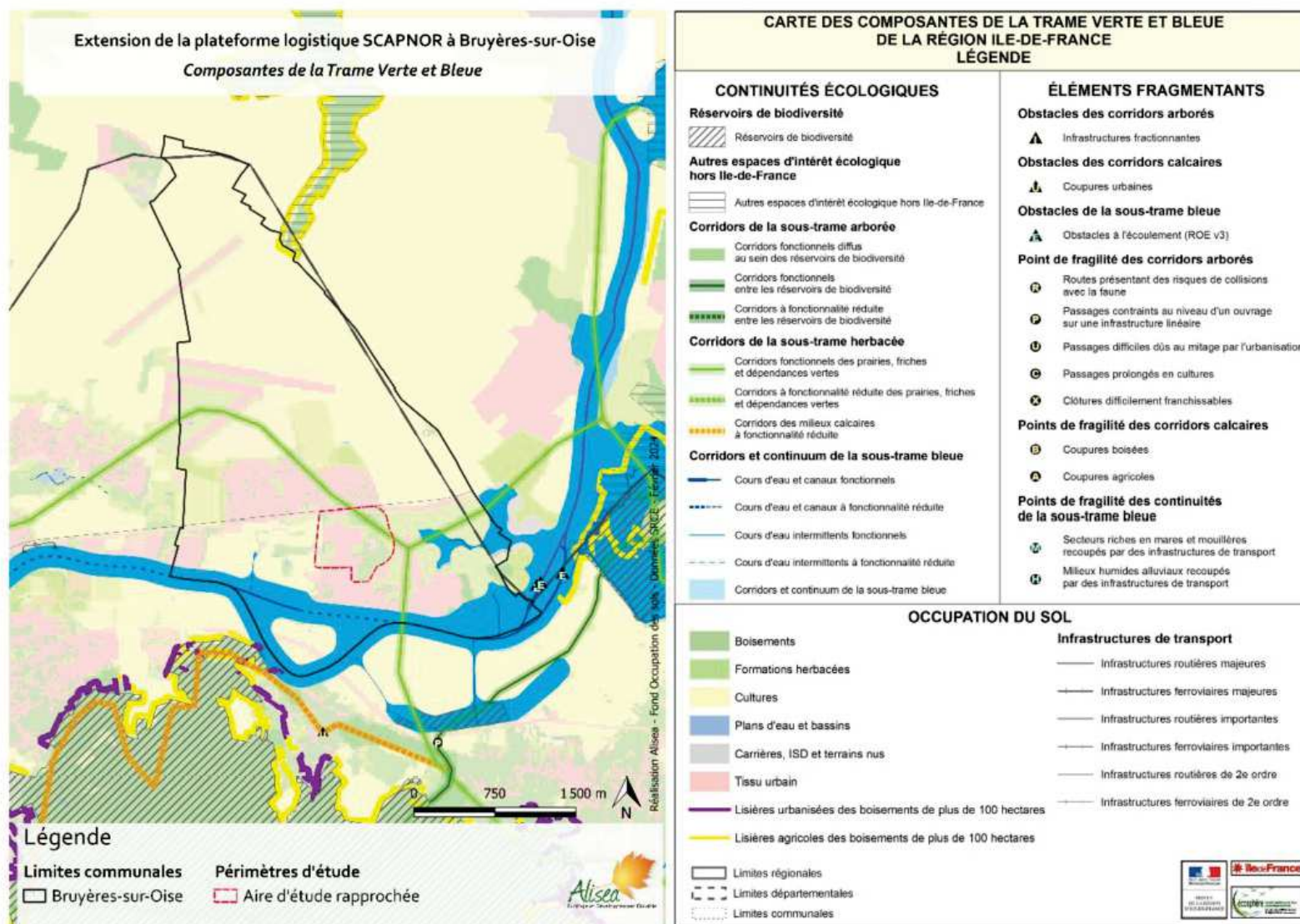


Figure 33 – Composantes du SRCE (Source : SRCE, ARB IDF)